

Revue de presse SATLINKER

septembre 2007

Forum El moudjahid



Selon des providers

Internet est mal exploité en Algérie

Jeudi 20 Septembre 2007

Par Ziad Abdelhadi

Les fournisseurs d'accès et services Internet nationaux (ISP ou provider) ne partagent pas les estimations des pouvoirs publics quant à atteindre les trois millions d'utilisateurs de la Toile à l'horizon 2010. «Un chiffre qu'il sera difficile d'atteindre à moins de mettre en œuvre une stratégie basée sur le développement des contenus locaux.» Ce que d'ailleurs ont soutenu quelques providers invités hier à animer une conférence débat au centre de presse d'El Moudjahid. Ces derniers et non moins membres influents de l'Association algérienne des fournisseurs et accès Internet, à leur tête Younes Grar de Gecos et Morsli Ali de Icosnet, pensent qu'il est temps de penser à développer des contenus locaux «si nous voulons rattraper le retard que nous accusons en matière de transfert d'information, un outil de développement autant nécessaire qu'impératif si nous voulons aller vers une société de l'information».

Un autre provider sur la place d'Alger lancera : «Acheter, c'est ce qu'il y a de plus facile, se connecter au réseau Internet encore plus. Mais pour ce qui concerne le visionnage de contenus nationaux, on ne peut le faire faute de site.» Et de s'étonner : «Voilà une lacune qu'il faudra vite combler car les internautes ont plus besoin de s'informer, de se renseigner sur ce qui touche la vie socio-économique du pays que de continuer à aller vers Google, chater sans finalité aucune.» En résumé, pour cet intervenant, «le contenu national est encore faible pour espérer atteindre 3 millions d'internautes». Au sujet de l'opération Ousratic, il fera cette remarque : «On a mis la charrue avant les bœufs. Preuve en est, malgré des conditions de vente à crédit de PC, à moindre prix et après deux ans d'application, on comptabilise 200 000 PC achetés à ce jour. Un chiffre qui démontre le faible engouement de la population à cette opération par faute de contenu national.» Toujours au sujet du manque de contenus, un autre provider fera savoir : «Il est temps aujourd'hui de se pencher à trouver une solution. Celle la plus indiquée serait de développer une industrie de contenus. Une option tout à fait réalisable pour peu qu'il y ait d'une volonté politique.»

En clair, il préconisera de développer des logiciels à même de créer des contenus.

«Dans cette perspective, la création d'un haut conseil des TIC sous la présidence d'un commis de l'Etat, permettra de revoir notre stratégie à même d'aller vers une grande évolution dans le domaine des TIC.» Le patron de Icosnet a tenu à rappeler aux médias que «la promotion du .dz se doit d'être une priorité». Il révélera dans la foulée : «On compte actuellement près de 5 000 sites nationaux. Un chiffre tout à fait insignifiant notamment par rapport aux pays

voisins.»

Où se trouve donc le blocage, a lancé un participant à la conférence débat. La réponse est venue de la DG de Djaweb : «Le haut débit va se généraliser dans les jours qui viennent.» Un provider fera savoir que le nombre actuel d'internautes est de 2,1 millions, «alors qu'ils sont six millions chez nos voisins marocains». «Qu'est-ce que nous constatons sur le terrain : un net décalage entre l'avancée des TIC et leur usage», souligne-t-il.

Et de marteler : «Il faudrait démultiplier les services à valeur ajoutée.»

Z. A.



DES SPÉCIALISTES DE L'INTERNET ONT FAIT LE CONSTAT

L'Algérie ne dispose que de 5000 sites Web

Le citoyen algérien est « mal servi » en termes d'internet. C'est le constat fait, hier, par des spécialistes de la question, invités au forum El Moudjahid. Actuellement seuls 5000 sites Web algériens ont été conçus. Un chiffre «insignifiant», s'accordent-ils à dire.

Mettant ainsi en exergue la nécessité de mettre en œuvre une stratégie de développement de l'Internet en Algérie. Où réside le problème ? M. Hamzaoui, vice-président de l'Association des providers, a, dans ce contexte, mis l'accent sur le besoin en termes de logiciels et d'application. Selon lui, les 200 000 micro-ordinateurs garantis dans le cadre de l'opération Ousratic sont insuffisants. Selon l'intervenant, la politique nationale de l'Internet n'est pas perceptible, notamment après 2003, l'année marquée par un boom considérable en ce



sens. La loi de 2000, qui a libéralisé le secteur et a mis en place l'ARPT comme régulateur du marché des télécoms en Algérie, doit être, selon lui, revue. En somme, l'orateur plaide pour un plan d'urgence devant passer inévitablement par la mise en service de la commission de la e-gouvernance, la suspension de la taxe de l'ANDA sur l'ordinateur aujourd'hui de l'ordre de 3500 DA et la réglementation des agréments accordés aux ISP et aux fournisseurs d'accès à Internet. En somme, M. Hamzaoui estime qu'il faudrait d'abord revoir à la baisse les coûts, penser à une meilleure régulation du secteur et songer à l'émergence d'un opérateur spécialisé dans l'exploitation du réseau filaire. Il faut aussi, poursuit-il, mettre en place un haut conseil des nouvelles technologies qui sera sous la tutelle de la présidence de la République ou du ministère concerné et un réseau national de connexion internet. M. Ali Kahlen se pose quant à lui la question suivante : qu'est-ce qu'on fait de cet internet ? Cette problématique mérite, selon lui, d'être sérieusement étudiée notamment si l'on sait que le contenu proposé reste vraiment « pauvre ». L'Algérie a uniquement 5000 sites web, fait-il savoir, comparé à nos voisins dont le nombre dépasse 16.000 sites. Cela dit, les Algériens ne font pas d'efforts en ce sens et se contentent de consommer ce qui est produit ailleurs.

Pour y remédier, M. Kahlen soutiendra qu'il faut donner les moyens aux ISP (Internet Service Provider) pour traiter avec les institutions. Aussi, il dira qu'une réflexion sur une industrie du logiciel est nécessaire et pourquoi pas lancer une opération similaire à celle d'Ousratic, pour booster le domaine des logiciels. Se référant aux USA qui comptent 200 millions d'internautes, l'orateur dira qu'il faut aussi augmenter le débit national de l'internet et mettre le paquet pour combler le manque en termes d'infrastructures spécialisées dans ce domaine. Pour sa part, M. Grare, responsable de Gecos, estime qu'il ne faut pas aussi avancer des chiffres qu'on ne peut pas assurer. «Comme pour l'ADSL, on avait annoncé qu'en 2009 on atteindra 3 millions d'abonnés, alors qu'après 4 ans d'ADSL on est toujours à 200.000 abonnés

ADSL»,

souligne-t-il.

En réponse à toutes ces déclarations, Mme Atif, directrice générale de la filiale internet d'Algérie Télécom, Djawab, dira qu'il ne faut pas nier les efforts consentis en ce sens, argumentant que des réductions successives ont été faites depuis la mise en service de

l'internet en Algérie. Selon elle, ce sont les ISP qui ne jouent pas le jeu en ayant des objectifs purement lucratifs. Pour étayer ses dires encore, elle dira que « les étrangers estiment que les meilleurs tarifs sont pratiqués en Algérie ». Un avis qui n'est pas du tout partagé par les autres invités du forum.
Karima Alloun.



Utilisation d'Internet L'Algérie à la traîne Par Aziz Zamèche

Actualité Edition du 20/9/2007

Décalage □ Pour avoir une idée de ce retard, il suffit d'indiquer que l'Algérie compte moins de 7 000 sites Web contre 16 000 en Tunisie.

Cette question et bien d'autres comme l'évolution de l'Internet en Algérie et les réalités maghrébines et internationales en la matière ont été évoquées et «vivement» débattues hier lors d'une table ronde organisée au Forum d'El-Moudjahid en présence des spécialistes et professionnels algériens.

Mohamed Saïdi, président de Big informatique, a souligné que cette situation est due essentiellement au fait que l'Algérie ne produit pas l'information, une matière première pour l'Internet qui est très importante.

«Chez nous, la communication orale est la plus privilégiée. La totalité des quelques sites que nous avons sont carrément vides, ou bien ils sont statiques, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas renouvelé leur contenu depuis leur création», a-t-il expliqué.

Evoquant le problème des providers, Ali Kahlane, président de Satlinker, un provider d'Internet sis à Alger, a souligné que les providers sont en nette régression depuis quelques années.

«Nous étions une centaine dans les années 2000 et nous ne sommes qu'une trentaine aujourd'hui mais parmi ces derniers, une dizaine seulement est capable de tenir encore le coup», a-t-il expliqué.

Concernant le nombre d'abonnés à l'Adsl, les participants à cette table ronde ont tous été unanimes pour souligner que l'Algérie est toujours à la traîne. «Notre pays compte moins de 200 000 abonnés à l'Adsl contre 2 millions en Tunisie et... 200 millions aux USA.» Concernant les sites, l'Algérie en compte seulement quelque 7 000 contre plus de 16 000 en Tunisie, 28 millions aux USA, 12 millions en Allemagne et 25 millions en Angleterre, a souligné M. Kahlane.

Pour Younès Grar, P-DG de Gecos, fournisseur de services Internet, le problème est d'abord culturel. «Chez nous, Internet est utilisé seulement pour lire ses messages, tchatcher avec ses amis. Ailleurs, Internet c'est pour consulter une nouvelle édition d'un livre, voir les horaires de trains, acheter un produit par e-bay. Et pour cela, il faut que l'information circule sous forme de sites, ce que nous n'avons malheureusement pas», a-t-il regretté.

Concernant les fournisseurs des services Internet, Mohamed Ibarissen a souligné la nécessité d'ouvrir ce secteur à d'autres opérateurs pour mettre un terme au monopole exercé par certains, ce qui se traduira par une baisse des prix de connexion pour le public.

A.Z.

L'authentique

DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE LA TOILE

Seulement 2 millions d'internautes en Algérie

En dépit des efforts consentis pour le développement des nouvelles technologies de communication et d'information, le nombre d'abonnés à l'internet demeure limité. Ils sont 2 100 000 internautes seulement. Ce constat a été fait, hier, par plusieurs spécialistes et professionnels en informatique qui ont animé une table ronde au centre de presse d'El-

Moudjahid dont le sujet a été focalisé sur l'évolution de l'internet. Parmi les intervenants, Ghar Younès, P-DG de la société GECOS (General Computing Systems) a souligné que le rôle de l'internet «n'est pas lié seulement à la messagerie ou à l'émailerie», mais il préconise qu'il «est essentiel de créer un programme rigoureux pour développer la société de l'information liée à l'internet et ce, afin de créer des logiciels et des applications offrant la possibilité aux utilisateurs d'accéder à n'importe quelle information en perpétuelle actualisation».

Pour sa part M. Hazaoui, directeur de l'ISP (Internet Service Provider), «Seri» installé à Tlemcen a relevé qu'il est impératif de lancer le défi pour surmonter les contraintes financières. Pour cela, il recommande la réduction du coût de la bande passante et une meilleure régulation par l'autorité de régulation dans la promotion technologique. M. Hazaoui appelle les autorités à promouvoir une politique pour encourager la création de logiciels afin d'éviter le recours aux fournisseurs étrangers et la fuite des spécialistes algériens vers les pays développés comme le Canada.

Par ailleurs, M. Ali Kalane, directeur de Satlinker (Satellite Solution Provider) a souligné qu'il y a un problème de contenu. Pour lui, l'industrie de l'internet doit se développer en Algérie et tous les établissements comme, par exemple, la mairie, l'université et les entreprises, PME,PMI qui doivent fournir des informations aux citoyens.

Près de 500 000 sites web sont opérationnels en Algérie, a fait remarquer cet intervenant en soulignant que «l'Algérie est encore en décalage par rapport aux pays du Maghreb». Pour cela, il a émis le souhait de créer une commission qui sera chargée de développer les contenus des programmes de l'internet en Algérie.

Lors du débat, un autre intervenant a avancé l'hypothèse selon laquelle le faible taux des utilisateurs est dû à des raisons culturelles, idéologiques et même politiques. C'est dire que l'internet est un produit de la mondialisation que certains rejettent.

Samia Boulahlib



DÉVELOPPEMENT DE L'INTERNET EN ALGÉRIE

Le dernier de la classe

20 Septembre 2007 - Page : 7

Lu 85 fois

En Algérie, l'Internet est juste un outil de divertissement au moment où les autres pays l'utilisent pour rendre plus facile leur quotidien. Pourquoi ne pas utiliser intelligemment Internet, c'est-à-dire économiser le temps et garantir aux abonnés une meilleure qualité de connexion? Le client pourra par exemple avoir son extrait de naissance ou réserver son billet de train sans se déplacer. Dans ce contexte, des experts dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont animé un débat après une conférence de presse tenue à El Moudjahid sur le thème «*Les raisons ayant engendré un retard en Algérie dans le domaine de la production de contenu Internet*». En plus clair, «*l'offre de service sur le réseau est au coeur du secteur des nouvelles technologies de l'information*», précise Sidi-Mohamed Hamzaoui, président de l'Association des fournisseurs d'accès Web (providers). Aussi, les spécialistes revendiquent la réduction des coûts de service Internet pour une meilleure

accessibilité. Ce coût est estimé actuellement à 16 millions de centimes. La deuxième requête consiste en la création d'un conseil de nouvelles technologies présidé par le chef du gouvernement. La dernière demande formulée par les spécialistes a trait à la création d'un espace interconnexion. Mouhamed Hamzaoui a indiqué que *«nous avons demandé un plan d'urgence devant aboutir à la création d'une commission dont le siège serait situé au niveau du ministère de tutelle chargé d'établir un programme sur 18 mois, mais en vain»*. Mondialisation oblige, l'Internet doit s'étendre à tous les autres systèmes, tel que la téléphonie et la télévision. En Algérie, il existe 5000 sites Web contre 16.000 en Tunisie. Un chiffre qui donne le tournis aux fournisseurs d'accès à Internet. A ce sujet, Mohamed Saïdi, secrétaire général de l'association Société de l'information, signale que *«ce ne sont pas les moyens qui nous manquent pour développer l'Internet en Algérie mais une bonne réglementation et une stratégie adéquate afin de rendre Internet plus accessible et moins cher»*. Pour ce faire, il est impératif de développer des logiciels et donner aux jeunes ingénieurs algériens la possibilité de faire leurs preuves dans ce domaine. Gageons qu'avec la prochaine venue en Algérie de Bill Gates patron de Microsoft, les responsables prendront en charge sérieusement ce problème. Pour preuve, sur 108 providers existant en 1997, seuls 5 exercent encore.

Wassila BENHAMED

Le courrier d'Algérie

INTERNET

Lancement d'un site pour le recrutement des compétences algériennes

Le forum du Moudjahid a été le théâtre hier d'une conférence de presse donnée par Atakom représentée par son directeur général Akram Khraief. Celui-ci a annoncé le lancement d'un site web ([www. Algeriatalents.com](http://www.Algeriatalents.com)) dédié au recrutement des compétences algériennes à l'étranger et même nationales. Cette initiative revêt un grand intérêt de récupérer des jeunes cadres installés à l'étranger ou bien sur le territoire national. Chaque année, devant la déperdition des compétences, qui sont phagocytées par le marché du travail international à moindre coût, il était urgent de mettre un frein à cette hémorragie qui ne dit pas son nom et qui coûte énormément d'argent investi par l'Etat pour l'éducation et la formation de ses cadres. Les chasseurs de têtes trouveront dans ce site toutes les informations concernant les candidats et pourront mieux canaliser les capacités de chacun d'entre eux et aussi leur offrir des opportunités de travail et des salaires en adéquation avec le profil présenté par le postulant. Le conférencier donne le ton en disant que " l'Internet est sous- utilisé par les institutions et autres entreprises qui ne savent comment exploiter cet outil ô combien avantageux avec l'usage des informations transitant par le web. D'ailleurs, notre pays est à la traîne avec seulement 300 000 d'internautes alors qu'aux USA leur nombre est de 25 millions, en Allemagne de 12 millions, en Grande- Bretagne 6 millions. " Là où le bât blesse c'est de voir des compétences happées par la machine implacable représentée par les grandes compagnies internationales qui utilisent l'usufruit de nos jeunes qui ne connaissent du monde du travail que des généralités et qui sont attirés par les sommes faramineuses promises par ces majors. Le problème se situe au niveau des institutions qui ne font pas appel aux capacités algériennes mais plutôt aux bureaux étrangers qui sous-traitent avec des entreprises algériennes sans les mentionner. Dernièrement, une entreprise allemande installée en Algérie a acheté un logiciel à une autre marocaine qui a donné ce travail à un bureau tunisien d'informatique. Ce dernier a remis en définitive à un bureau algérien la totalité du projet. Quand l'entreprise allemande s'est trouvée confrontée à des problèmes de compréhension du logiciel, les Marocains les orientèrent vers les Tunisiens qui à leur tour les ont dirigés vers la société algérienne en question et c'est ainsi que le demandeur a trouvé des compétences ici en Algérie et à un prix abordable. Quant à l'opération Ousratic qui est une initiative louable en soi mais qui a été vidée de son sens c'est comme avoir un corps et pas d'habits. C'est-à-dire être nu car le matériel seul ne suffit pas, il faut des logiciels pour l'exploiter pleinement et surtout une connexion Internet qui véhicule

l'information. Or en Algérie, le logiciel est le parent pauvre car sous-estimé pour son apport à la communauté. Le prix de la connexion est jugé prohibitif par les professionnels en l'occurrence les providers. La PDG Attif rétorque que les prix sont considérés comme les plus bas sur le marché. Le débat est relancé et la suite des commentaires fait que nous continuons à tourner en rond.

Mohamed Gigri



Accès à l'Internet Les Algériens sont mal servis



Grand est le décalage existant en Algérie entre d'une part l'avancée somme toute notable qu'a connue le secteur des technologies et, d'autre part le degré d'accès des Algériens à

l'Internet.

C'est là une réalité dont a fait part unanimement un groupe d'experts et de fournisseurs de service Internet au cours de leurs interventions hier au forum d'El-Moudjahid. Lesquelles interventions où ce constat rendant évident le fait que le citoyen algérien est très mal servi en termes d'accès à l'Internet revient d'une manière très récurrente. Les conférenciers qui sont entre autres Younès Grar patron de Gicos, Ali Kahla à la tête de l'entreprise Sat Linkair et Mouzaoui Mohamed président de Ciri Télécom, s'accordent à dire qu'il y a un grand déficit en matière de généralisation de l'accès Internet à travers la pays. Pour preuve, ils mettent en avant le fait que le nombre de sites web opérationnels en Algérie ne dépasse pas 5 000. Ce qui est très insignifiant, appuient-ils, compte tenu de l'existence d'un réseau très dense de PME-PMI (environ 300 000) et de structures administratives censées se doter dans leur majorité des moyens de l'Internet. Autre indice démontrant d'une façon indéniable que beaucoup reste à faire dans le domaine de l'accès à l'Internet, il s'agit du nombre d'internautes algériens qui ne dépasse pas les 2 millions, selon les intervenants hier au forum d'El-Moudjahid. Ces derniers ont également révélé qu'à travers tout le pays, il n'existe qu'une trentaine de providers encore actifs. Le nombre de ces providers a été réduit de plus d'une centaine au cours des années 2003/2004. Les mêmes conférenciers ont fait part également du grand handicap et de l'incapacité des sites web fonctionnels en Algérie, notamment ceux appartenant aux institutions publiques, à produire de l'information susceptible d'intéresser le citoyen. Autant d'éléments donc qui démontrent d'une façon presque évidente que l'accès à l'Internet est loin d'être à la portée de tous les Algériens. En ce sens, les conférenciers réunis hier au forum d'El-Moudjahid ont noté que les pouvoirs publics, en particulier le ministère de la Poste et des Technologies de la communication et de l'information, risquent d'être contrariés dans leur engagement d'aboutir à 3 millions d'abonnés à l'ADSL d'ici à l'horizon 2009. Ainsi, il est urgent, de l'avis des conférenciers, de revoir les conditions d'accès à l'Internet, notamment au niveau des providers. En ce sens, les conférenciers ont conseillé la nécessité de permettre l'émergence d'un opérateur dans le domaine de l'exploitation des infrastructures liées au réseau Internet, la création d'un haut conseil des nouvelles technologies ainsi qu'une baisse des coûts dans l'exploitation des services Internet.

Par Karim Aoudia



Pour accroître son usage en Algérie :

Les fournisseurs d'Internet demandent une véritable politique nationale

par Safia Berkouk

L'Algérie compte à peine 200 000 abonnés à l'ADSL pour 2,1 millions d'internautes. Entre 3 000 à 5 000 sites web seulement, alors que l'un de nos voisins maghrébins en totalisent

16 000 ! A cela, il faut ajouter une insuffisance d'infrastructures, une pauvreté dans le domaine des contenus et des coûts prohibitifs.

C'est un constat des moins encourageants que celui dressé hier par l'association des ISP autour de l'état de l'Internet en Algérie lors d'une table ronde organisée au forum d'El Moudjahid. L'association des providers n'y est pas allée avec le dos de la cuillère pour évoquer un secteur qui aurait besoin, selon son président M. Hamzaoui, d'une véritable «politique nationale» et même d'une «stratégie» à même de permettre à cette technologie de jouer le vrai rôle qui lui revient.

Car, même si son développement en Algérie s'est adapté à son évolution au niveau mondial, son utilisation reste confinée au mailing, au chat et aux jeux notamment, alors que son application dans le domaine des services susceptibles d'apporter le confort au citoyen (réservation d'hôtel, paiement bancaire...) reste très limitée voire inexistant, a déploré M. Hamzaoui.

Il a toutefois reconnu qu' «il n'est pas possible de faire du business en ligne s'il n'y a pas de moyen de paiement en ligne». Le président de l'association ainsi que d'autres parmi ses collègues ont été unanimes à admettre que le plus grand problème de l'Internet en Algérie réside dans la pauvreté du contenu.

«Nous avons un grand problème dans la production de l'information», a dit M. Hamzaoui. M. Kehlane, l'un des professionnels du secteur, a abondé dans le même sens en soulignant que très peu d'institutions, notamment les ministères, disposent d'un site Internet, et quand celui-ci existe, il est statique.

Il n'y a pas d'actualisation des informations qui devraient normalement intéresser le citoyen. Ce sont plutôt des sites qui sont là pour «glorifier des personnes au lieu de rendre des services», a-t-il noté. Pis, «la commission de la e-gouvernance n'a même pas de site qui renseigne sur ce qu'elle fait», alors même que son installation s'est faite en grande pompe.

Selon lui, «les institutions sont les premières à devoir créer du contenu». C'est un secteur où beaucoup d'emplois peuvent être créés. Toutefois, en l'absence d'une réelle demande, les développeurs algériens préfèrent s'exiler pour faire usage de leur compétence.

Outre le problème du contenu, celui de l'équipement informatique a également été évoqué. Dans ce cadre, l'échec de l'opération Ousratic qui s'était fixé pour objectif d'équiper en ordinateur 6 millions de foyer d'ici à 2010, a été unanimement reconnu.

On estime, dans ce cadre, que la baisse de la TVA de 17 à 7 %, décidée dans le cadre de la loi de finances complémentaire pour 2007, n'est pas suffisante pour atteindre l'objectif, d'autant qu'en parallèle une taxe au profit de l'ONDA sur des composants de micro-ordinateurs a été instituée, neutralisant le bien-être que pourrait tirer le consommateur.

Une réduction des coûts s'impose Les coûts des liaisons acquises auprès d'Algérie Télécom a également été décrié par les ISP qui affirment payer 160 000 dinars par mois pour une liaison de 2 mégabits, ce qui est excessif, selon eux.

De même, ils ont déploré le fait que le domaine (.dz) soit très peu utilisé, au moment où des institutions nationales vont acquérir des noms de domaines à l'étranger en «.com». Mme Attif, P-DG de Djaweb, a expliqué cela par les coûts, plus compétitifs, proposés par les providers étrangers, ce qui n'est pas le cas en Algérie où les ISP cherchent davantage «le gain facile».

Une affirmation qui n'a pas été du goût des membres de l'association, dont certains ont élevé le ton pour affirmer le contraire, prenant pour preuve le nombre de providers qui a fondu

comme neige au soleil au cours des dernières années, puisque sur 100 ISP qui ont été agréés, seulement une trentaine sont encore en service dont 5 seulement sont restées fidèles à leur vocation première.

Un point a cependant rapproché les uns et les autres, à savoir le fait que le développement de l'utilisation de l'Internet en Algérie passe impérativement par une réduction des tarifs. S. B.



Evaluation de l'Internet en Algérie et réalités dans les pays du Maghreb

L'Algérie à la traîne

"L'Algérie reste à la traîne dans la production de l'information par rapport à ses voisins, le nombre de sites algériens ne dépasse pas 5000 sites, la moyenne en Tunisie et au Maroc est de 16 000 sites", a annoncé, hier au forum El Moudjahid, M. Ali Kahlal, membre de l'association des technologies de l'information, lors d'une table ronde portant sur l'évolution de l'Internet en Algérie et dans les pays du maghreb. Spécialistes et experts en NTIC et fournisseurs de services Internet, sont tous d'accords que la bulle Internet ne risque pas d'éclater dans les conditions actuelles du marché. Les fournisseurs actuels de services Internet, sont obligés de passer par Algérie Télécom, qui offre un débit qui reste relativement bas, par rapport aux débits proposés en Europe et dans certains pays de la région MENA. Internet est loin de connaître le boom qu'a connu le marché du GSM en Algérie. Depuis la loi qui a libéralisé le marché des télécommunications en 2000, le nombre des abonnés aux GSM est passé de moins de 500 000 à 21 millions, fin 2006. En revanche, le nombre d'utilisateurs disposant de leurs propres moyens d'accès à Internet est de 2 100 000 internautes. D'après M. Hamzaoui Mohamed, directeur général de l'entreprise SIRI, de télécoms, "l'Algérie a un handicap majeur dans la production de l'information, et c'est la production de l'information, qui permet le développement de l'Internet".

Cet handicap n'est pas dû à un manque de compétence, car ils sont des centaines à quitter chaque année, les bancs des universités, avec un ingéniorat d'Etat en informatique en poche, mais c'est dû à la politique menée dans ce secteur, au monopole du réseau filaire par un seul opérateur et aux prix qui restent inaccessibles à la majorité des citoyens. Rappelons que l'année dernière un rapport global sur l'évolution des TIC dans le monde, élaboré par les Nations unies et mesurant l'état d'avancement des nouvelles technologies de l'information, notamment l'accès à Internet, le taux de connectivité au PC, le développement de la téléphonie fixe et mobile ainsi que la mise en place de réseau Intranet gouvernemental avait classé l'Algérie à la 123e place avec un index de 0,3242.

Un autre rapport émanant cette fois de l'Union internationale des télécommunications sur le développement des TIC dans le monde classait l'Algérie à la 82e position avec notamment un taux de pénétration à l'Internet d'à peine 5 %. Un document précédent, conçu cette fois par le Forum économique mondial, classait l'Algérie à la 87e place sur 115 pays en

termes de développement des TIC avec un indice négatif de - 0,72, soit le dernier pays arabe par rapport aux huit autres pays arabes figurant dans le classement.

Hamza Benhalima



Edition du 20 septembre 2007 > Actualité
**Internet et technologies de
l'information**

L'Algérie à la traîne

L'Algérie accuse un retard considérable dans le domaine de la production de l'information via internet. Le constat fait par des providers nationaux est sans appel : il y a à peine 5000 noms de domaine (site web) dans notre pays dont certains sont hébergés à l'étranger.

Invité à la table ronde sur l'évolution de l'internet en Algérie tenue hier au forum d'El Moudjahid, Mohamed Saïdi, président de Big informatique, relève que la Tunisie est nettement en avance dans ce domaine, disposant de plus de 16 000 noms de domaine. Insistant sur l'importance de l'utilisation de l'internet comme un moyen d'informer et de s'informer, M. Saïdi évoque le cas de l'Inde qui, grâce à l'internet, a réussi à exporter en 2005 des services pour un montant de 25 milliards de dollars. Il souligne également que les Etats-Unis d'Amérique accordent une importance majeure à ce secteur. « La part des USA dans les dépenses mondiales en technologies informatiques est de 65% », note-t-il. De son côté, l'autre provider, Ali Kehlane, président de Satinker, indique qu'il y a seulement 2,1 millions d'internautes en Algérie, alors qu'il y a 21 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. M. Kehlane regrette ainsi le fait que le développement du secteur de la téléphonie mobile n'ait pas été suivi par celui de l'internet. Il fait remarquer par ailleurs qu'une bonne partie des institutions de la République ne dispose pas de sites web. Les sites existants sont soit statiques, soit utilisés uniquement pour glorifier les personnes. M. Kehlane rappelle le projet du gouvernement de relier tous les ministères par un réseau intranet. Lancé en 2004, ce projet a été normalement achevé en 2006. Mais jusque-là, il ne semble pas être mis en service. M. Kehlane déplore en outre le manque de volonté politique pour aller de l'avant dans ce domaine. Selon lui, l'important n'est pas uniquement dans l'achat et la mise en place de matériel informatique et de réseaux internet. Mais aussi dans les programmes et le contenu qu'on injecte dans ces réseaux et sites. Jusque-là, indique-t-il, l'Algérie dépend entièrement des produits on-line de l'étranger. Mohamed Bouzar, président du provider ABM, estime pour sa part qu'il faut une révolution informatique pour rattraper l'énorme retard que connaît le pays dans ce domaine. Selon lui, l'Algérie importe actuellement 200 000 PC par an, ce qui demeure insuffisant. « Je ne peux pas imaginer dans le monde d'aujourd'hui une entreprise sans un PC et sans internet qui sont très importants pour la gestion et la rationalisation », précise-t-il. Mohamed Hamzaoui, président de Seri, abonde dans le même sens, insistant sur le déficit criant dans le domaine de la production de l'information via internet. « L'internet, ce n'est pas envoyer et recevoir des mails ou des dossiers. C'est un moyen d'informer et de s'informer », tonne-t-il, regrettant qu'en Algérie ce moyen extraordinaire soit réduit à un simple outil de divertissement. A ses yeux, si l'on veut réellement développer le secteur et, par ricochet, les autres domaines, il faut prendre un certain nombre de mesures. Entre autres, M. Hamzaoui parle de l'urgence de réduire les coûts d'accès à l'internet, la nécessité de garantir une meilleure régulation du marché, la création d'un haut conseil des nouvelles technologies, l'interconnexion de tous les providers et l'émergence d'un autre opérateur pour un nouveau réseau filaire. Sans cela, M. Hamzaoui doute que l'Algérie puisse se développer aussi rapidement que souhaité. Elle ne pourrait, d'après lui, même pas réaliser son objectif d'avoir 3 millions d'abonnés à l'ADSL en 2009. Actuellement, il y a seulement 200 000 abonnements à l'ADSL, souligne-t-il.





**Actualités : INTERNET EN ALGÉRIE
Nos institutions "hors connexion"**

C'est un constat d'échec, encore un autre, que viennent de faire les principaux fournisseurs d'accès à Internet en Algérie sur l'évolution du secteur depuis sa libéralisation en 2000. Intervenant lors d'une conférence-débat organisée hier au Centre de presse d'El Moudjahid, les professionnels du secteur ont relevé l'absence d'une volonté politique tendant à promouvoir l'utilisation de l'Internet en Algérie.

«Même si les pouvoirs publics ont mis en place des programmes de généralisation d'accès à Internet tels que le projet Ousratic, se pose cependant la problématique de l'absence du contenu», regrette Ali Kahlane, P-dg de Satlinker, une entreprise spécialisée dans la fourniture des produits et services Internet. La pauvreté du contenu des sites algériens, 4000 environ dont la plupart sont hébergés à l'étranger, freine l'évolution de l'Internet. Force est de constater, en effet, que les sites institutionnels par exemple (ministères, APC...), s'ils ne sont pas inexistantes, sont statiques et pas remis à jour. Pourtant, des sommes colossales ont été investies dans l'achat de matériels informatiques. Malheureusement, ils sont donc loin de constituer une source d'information pour le citoyen algérien. Aussi, l'absence de moyen de paiement par ligne constitue, elle aussi, un obstacle pour la généralisation de l'utilisation d'Internet dans la vie quotidienne des Algériens. Internet pourrait pourtant offrir d'énormes possibilités pouvant non seulement faciliter la vie au citoyen mais aussi générer des emplois surtout pour les développeurs de logiciels. Sur le terrain, la débâcle du secteur s'est traduite, entre autres, par la baisse du nombre de providers qui est passé de 100 en 2003 à une trentaine actuellement. Le nombre d'internautes en Algérie tourne quant à lui autour de 2,1 millions d'utilisateurs avec un nombre d'abonnés de seulement 200 000. Alors que les objectifs fixés sont de 3 millions d'abonnés ADSL en 2009. «La révolution d'Internet ne peut se faire qu'avec la création d'un besoin en informations auprès des Algériens», note encore Ali Kahlane. Pour le vice-président de l'Association algérienne des fournisseurs de services Internet, Sidi Mohamed Hamzaoui, il est primordial de créer un secrétariat chargé de la promotion de l'Internet. Une structure destinée à réguler, contrôler et promouvoir les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Lotfi M.

17 Djoumad El-thani 1428 - Lundi 2 Juillet 2007 - N° 13012 - Nouvelle série - www.elmoudjahid.com

EL MOUDJAHID
LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

Spécialistes et professionnels de l'internet, invités du Centre de presse d'El Moudjahid

"Un marché de 10 millions de PC en Algérie"

Par : Tahar Mohamed Al Anouar Le : jeudi 20 septembre 2007

Le Centre de presse d'El Moudjahid a reçu, hier, des spécialistes et professionnels de l'internet, dans le cadre d'une table ronde consacrée à l'évolution de l'internet en Algérie. Etaient présents à cette table ronde, M. Grar Younès, P-DG de GECOS et président de l'Association algérienne des fournisseurs des services internet, M. Hamzaoui Sidi Mohamed, P-DG de SERI NET et ancien président de l'Association, M. Kahlane Ali, P-DG de Satlinker, M. Saâdi Mohamed, P-DG de Big Informatique, M. Antri Bouzar Mohamed, P-DG de ALMB.

Le sommet de Tunis sur la société de l'information reste une référence

Intervenant le premier, M. Younès Grar rappelle toutes les recommandations adoptées à échelle internationale et notamment au sommet de Tunis sur la société de l'information, il y a quelques années. Un programme de mise en œuvre de ces recommandations a été mis en route.

Pour M. Antri Bouzar, l'internet est un bon tuyau pour aller loin. L'internet reste une très bonne chose pour la gestion. On ne peut imaginer aujourd'hui de véritable gestion sans le recours à l'internet. L'Algérie devrait consommer cinq fois plus en PC que sa consommation actuelle.

Notre pays a installé un cadre d'exercice et des garde-fous pour veiller à une concurrence loyale, ce fut le début, il y a quelques années, de la libéralisation du secteur des télécommunications, note dans son intervention M. Hamzaoui Sidi Mohamed. Le passage d'une société de monopole à celle plus libéralisée n'a pas été simple.

Une politique nationale de l'internet

Aujourd'hui, on constate, note l'orateur, la nécessité d'une véritable politique nationale de l'internet, une sorte de stratégie nationale pour le développement de cette technologie. L'intervenant se plaint de l'absence de moyens chez les ISP, fournisseur d'internet qui, depuis trois ou quatre ans, disparaissent. On assiste parallèlement à un afflux d'étrangers fournisseurs de solutions. Pour sauvegarder leur outil de travail, les ISP songent à la mise en place d'un véritable plan d'urgence. M. Hamzaoui évoque l'existence d'une commission e-gouvernance, installée il y a quelques années et dont on n'a rien vu. L'orateur regrette que les micros soient frappés encore d'une taxe.

L'information est vitale

Produire de l'information, note M. Hamzaoui, est essentiel dans un pays et là nous avons dans notre pays de lourds handicaps. Or la production de l'information, c'est la production du savoir qui doit être accessible à tous les citoyens. La production de l'information, c'est ce qui fait qu'internet marche ou pas dans un pays. On ne peut faire du business en ligne s'il n'y a pas une liaison on line, c'est évident, relève l'orateur.



Pour qu'internet se développe, il faut, en outre, une réduction des coûts. Or les coûts dans notre pays sont très élevés encore. Il faut également qu'il y ait un autre exploitant pour la gestion des réseaux.

On a salué, affirme M. Hamzaoui, l'arrivée d'un nouvel opérateur national pour l'exploitation de la fibre optique. L'intervenant souhaite voir l'installation d'un haut conseil de la technologie. On va demander, dit-il, une coordination de providers, un réseau national de connexion.

Pour M. Ibarissem Mohand, la technologie avance chez nous normalement. On assiste à une démocratisation dans le domaine. Internet est là, même si sa gestion connaît quelques problèmes. ADSL est là aussi. La question que l'on peut légitimement poser est de savoir ce que l'on peut faire de la technologie d'internet qui est entre nos mains.

Ce qui bouge doit être encouragé

Pour M. Ibarissem, ce qui bouge doit être encouragé. Il faut mettre en place une politique de l'internet, le cadre réglementaire suivra.

Intervenant de son côté, M. Ali Kahlane relève que potentiellement la communauté internaute pourrait être de 21 millions. Il évoque le bond qualitatif fait en 2004-2005 où l'on est passé de 3 millions d'internautes à 11 millions. Ce bond en avant intéresse les étrangers qui poussent la curiosité à demander comment ce bond a été possible. L'orateur regrette qu'au niveau institutionnel, on privilégie l'acquisition de matériel mais on ne songe pas au contenu.

Pour édifier l'assistance, on peut rappeler, dit M. Kahlane, que la commission e-gouvernance n'a pas de site internet. L'échec d'Ousratic, c'est l'absence de contenu entre autres, et pourtant l'avertissement aux autorités a été lancé. On leur avait dit vous avez lancé Ousratic, faites la même chose pour les contenus, lancez une opération Ousratic pour les contenus. On n'a pas eu d'écho.

La grande solitude des providers

L'orateur rappelle qu'ils étaient une centaine de providers en 2000, trente réussissent à rester actifs aujourd'hui, dont 4 ou 5 sont dans l'internet. L'intervenant note qu'il y a des moyens, mais dont il faut rationnellement en faire usage. Intervenant à son tour, M. Saïdi Mohamed relève qu'il est impossible de nos jours d'avancer sans information. L'Inde était exportateur de services en 2001, pour un revenu de 5 milliards de dollars. En 2005, ce revenu est à hauteur de 25 milliards de dollars.

Les Etats-Unis, ce sont 65% des dépenses mondiales de technologies de l'information

Les Etats-Unis, relève l'orateur, ce sont 65% des dépenses mondiales en technologies de l'information. Pour le reste du monde, c'est 35%. Il y a 200 millions d'internautes aux Etats-Unis, pour 100 millions en Chine.

Il nous faut augmenter pour notre part le débit. Le problème des infrastructures est posé. Concernant le troisième niveau, il réside dans le contenu. Cette question du contenu comme rappelé par d'autres intervenants est capitale. Il y a 28 millions de sites web aux Etats-Unis, 22 en Allemagne, 6 en Angleterre, partout ailleurs le niveau est au-dessous de 1.

Si le monde économique, social, politique et culturel s'y mettait

Le contenu, relève l'orateur, c'est de l'information. Tout le monde peut fournir cette information, les PME, les collectivités locales, les institutions nationales. Or, cette éventualité est très peu prise en considération chez nous. Or, le besoin d'information doit amener une création de travail, qui doit se traduire par le développement de logiciels. C'est ce besoin qu'il faudra créer chez nous. Ce besoin est là, mais il est latent. Il n'existe pas de réels business plans, pas de système de sanctions.

Le recours à l'étranger en matière d'acquisition de logiciels est la solution la plus recherchée. L'orateur revient à cette stratégie de développement sur laquelle sont revenues la plupart des intervenants. Il s'agit d'une stratégie de développement de contenu, qui nécessite des choix stratégiques et techniques.

Intervenant de nouveau dans le débat, M. Hamzaoui Sidi Mohamed a relevé que l'Etat est un prestataire de services. Cette prestation n'est pas gratuite. Pour les citoyens, comme pour les entreprises, il y a une qualité de services qui est donc due par eux.

Concernant les bureaux d'études étrangers installés en Algérie, suite à une question posée durant les débats, ils sont nombreux, chinois, égyptien, etc., aussi bien sur le téléphone, l'ADSL que sur les logiciels.

Des sites web algériens hébergés pour l'essentiel à l'étranger

S'agissant de l'hébergement de sites algériens, ils sont pour la plupart hébergés à l'étranger, a-t-il été remarqué par les intervenants.

Le point DZ n'est pas beaucoup connu et on ne sait pas comment pouvoir avoir un site.

Pour M. Grar Younès, en Algérie il n'y a pas d'institution qui dispose d'un annuaire recensant les sites web. Ce que l'on peut dire, c'est qu'il existe 300.000 PME, 1.500 APC, entre autres, et que chacune peut disposer d'un site web. On pourrait parler de centaines de milliers de sites web en Algérie. Pour l'heure, force est de reconnaître que les chiffres demeurent fort modestes. L'orateur rappelle la nécessité d'une stratégie pour pousser les gens à aller de l'avant.

Ousratic aurait pu réussir

M. Grar Younès revient sur le projet Ousratic pour confirmer comme ses collègues que pour le projet Ousratic soit productif, il faut du contenu, dit-il. Concernant les abonnés ADSL, l'orateur avance le chiffre de 3 millions d'abonnés

en 2009. Aujourd'hui, on est à 200.000 abonnés. Cela va nécessiter d'importants sauts technologiques. L'intervenant fait remarquer qu'il n'y a pas de raison qu'il y ait des sauts dans le mobile, et qu'il n'y en ait pas dans l'ADSL. Au Maroc, l'ADSL est proposé à 20 mégabits, ce que nous n'arrivons pas à proposer pour notre part. Pour le P-DG de GECOS, il faut une structure qui arrive à gérer l'internet. Il faut, dit-il, beaucoup plus d'effets que d'annonces dans notre façon d'agir. On devrait avoir besoin de plus d'ISP, des fournisseurs d'internet.

Un marché de 10 millions de PC en Algérie

En Algérie, il y a un marché de 10 millions de PC. Il y a donc nécessité d'ouvrir un large débat pour savoir où sont les blocages.

Intervenant dans les débats, Mme Afif Houria, P-DG d'Algérie Télécom Internet Djaweb, a concerté sur beaucoup de points l'analyse faite par les différents intervenants sur la réalité de l'internet en Algérie, son accès et sur les infrastructures.

Elle rappelle le mot d'ordre de l'ancien ministre des P et T, M. Maghlaoui, qui avait demandé à ce que l'internet aille vers la démocratisation. L'oratrice a parlé de la réduction des coûts générés par cette exigence ministérielle.

Elle a parlé de la plate-forme Djaweb, des 48 points d'accès répartis sur l'ensemble du territoire, le lancement du 15-15 à partir de 120 DA l'heure, qui est redescendu à 40 à 50 DA l'heure aujourd'hui.

La P-DG de Djaweb a rappelé que son institution prenait des marges minimales en ne perdant pas de vue qu'elle est une entreprise publique et citoyenne. Sur d'autres questions, les intervenants ont rappelé que l'ADSL avec un débit de 512, c'est largement suffisant, 2 méga et plus, c'est le jour où on aura la télé par internet.

Certains dans le débat ont noté que le 512 était suffisant pour l'habitat résidentiel. Pour M. Hamzaoui, intervenant de nouveau dans le débat, on a vu Wataniya offrir de nouvelles connexions sur son réseau. En tant qu'opérateur, dit-il, j'applaudis car cela permettra de faire baisser les prix. Mais on voudrait aussi de telles extensions sur le fixe. M. Hamzaoui plaide pour une stratégie globale où les providers trouveront leur place.

L'internet mobile est une réalité aujourd'hui

Pour M. Saïdi Mohamed, l'internet mobile, à propos d'une question sur le sujet, est une réalité aujourd'hui dans le monde. En Algérie, le phénomène prend forme. La téléphonie par internet commence à dépasser la téléphonie par portable dans le monde, 37% pour l'une et 31% pour l'autre. Pour certains intervenants, les coûts de façon globale ne permettent pas d'offrir aujourd'hui dans notre pays des débits élevés. Pour M. Ibarissem Mohand, revenant sur la question du contenu, il relève qu'il faut créer le besoin.

Gagner du temps

Pour M. Mohamed Habib, directeur commercial à Cisco, spécialisée dans les télécommunications, nous nous situons dans un contexte où il faut impérativement gagner du temps. Il faut avoir un réflexe chez nos décideurs.

L'Algérie a des positions à gagner si elle sait s'organiser pour aller de l'avant. Car dans le monde, les nouvelles technologies apprennent à travailler vite et avec efficacité.

Au total, on a pu assister à un excellent débat entre professionnels, où de nombreux chefs d'entreprises, des universitaires, la presse ont été conviés à donner leur point de vue.

Le débat a montré tous les efforts qui restaient à faire pour que l'Algérie arrive en matière d'internet à atteindre les minima que d'autres pays à travers le monde à commencer par nos voisins ont pu négocier favorablement.

Ce qui est certain, c'est qu'une marge de manœuvre importante existe dans notre pays.

Les différents intervenants reconnaissent que des possibilités et opportunités importantes sont présentes et qu'il s'agit d'exploiter au mieux. Pour sortir de l'apathie ambiante, beaucoup militent pour la mise en place d'une stratégie nationale de promotion de l'internet et ont focalisé leurs interventions sur l'émergence d'une véritable industrie du contenu.

Sans contenu, disent-ils, il est difficile de parvenir à une véritable démarche nationale en faveur de l'internet.

Akhersaa

• بسبب احتكار السلطات والمؤسسات العمومية للمعلومات المواقع الإلكترونية الجزائرية لا تتجاوز خمسة آلاف موقع

أرجع خبراء جزائريون في مجال الأنترنت سبب قلة المواقع الجزائرية على شبكة الأنترنت والتي لا تتجاوز خمسة آلاف موقع إلى احتكار السلطات والمؤسسات العمومية للمعلومة التي تأتي أساساً من مؤسسات الدولة.

وفي هذا السياق طالب السيد كحلال خبير في الأنترنت خلال استضافته في منتدى المجاهد أمس للحديث عن تطور تكنولوجيا الأنترنت بالجزائر، بضرورة إرغام



السلطات العمومية وعلى رأسها وزارة البريد وتكنولوجيا الإعلام والاتصال بالكف عن استيراد أجهزة الإعلام الآلي والسعي إلى إنتاج المعلومات التي يتم عرضها على الشبكة ويستفيد منها المواطنون على العموم والمستثمرون بشكل خاص، وأرجع الخبير أن تراجع استعمال الأنترنت بالجزائر إلى غياب المعلومات التي يحتاجها المستعملون وهذا ما يستدعي ضرورة توظيف شبكة الأنترنت من أجل الدفع بألية التطور الاقتصادي والاجتماعي للبلاد، والابتعاد عن اعتبار هذه الوسيلة التي دخلت إلى الجزائر منذ التسعينات مجرد أداة للردشة وإرسال واستقبال الرسائل الإلكترونية، في حين أن غالبية مستخدمي الأنترنت هم من فئة الطلبة كما شدد الخبير في الأنترنت حمز اوي على إقامة استراتيجية للدفع بمختلف المؤسسات على بعث المعلومات الضرورية وإخراجها عبر شبكة الأنترنت وهذا ما لا يمكن التوصل إليه حسبما قال المتحدث إلا بتوفر إرادة سياسية حقيقية لتحقيق ذلك، وقد عبر المتحدث عن دهشته بخصوص الأرقام المقدمة بتوقع الوصول إلى 3 ملايين مشترك قبل سنة 2009 وأن رقمهم لا يتجاوز اليوم وعلى مشارف نهاية 2007 المئتي ألف مشترك، معتبرا هذا الرقم ضئيلا جدا إذا ما تم مقارنته بعدد مشترك الهواتف النقالة بالجزائر والذي تجاوز عددهم 21 مليون مشترك، وبالمقارنة أيضا مع الدول الشقيقة وهذا ما جعله يصف الجزائريين بجملة ' التهافت على الكلام بدلا من ثقافة الكتابة' كما أجمع الخبراء على ضرورة توسيع استخدام الأنترنت لتشمل مجالات أخرى من شأنها مواكبة العولمة كمجال المال والأعمال، مشيرين إلى أن الجزائر تعرف عجزا وإعاقة في مجال إنتاج المعلومات ومطالبين بضرورة إنشاء مجلس يسهر على تطور التكنولوجيا الحديثة في الجزائر وجعلها في خدمة التنمية الفكرية، الاجتماعية والاقتصادية، بدلا من جعلها مجرد وسيلة للتسلية والترفيه، كما طالب الخبراء بضرورة توفير ورصد الأموال اللازمة في هذا الإطار على غرار الدول المتقدمة كالولايات المتحدة الأمريكية التي تتفق نسبة 65 % من ميزانيتها على التقدم العلمي والتكنولوجي مما جعلها تنصدر قائمة المواقع الإلكترونية في العالم بـ 28 مليون موقع.

ورقلي نسيمه

Djazairnews

مانحو خدمة الأنترنت يطالبون بتكوين مجلس أعلى للتكنولوجيا الحديثة

طالب رئيس الجمعية الوطنية لمانحي خدمات الأنترنت يونس غرارمجدد بضرورة تكوين مجلس أعلى للتكنولوجيا الحديثة، يكون تحت رقابة رئاسة الجمهورية أو الوزارة الوصية، بالإضافة إلى وضع شبكة وطنية للربط البيني بين مختلف الهيئات والمؤسسات المانحة لهذه الخدمة بالجزائر وذلك بهدف ترقية القطاع.

وأثار يونس غرار رئيس جمعية مانحي خدمة الأنترنت (البروفيدر) في الجزائر خلال استضافته في منتدى يومية المجاهد إشكالية عدم التحكم في التكنولوجيا الجديدة المتعلقة بعالم الأنترنت في ظل غياب هيئة خاصة تعني بمشاكل هذا القطاع، حيث أكد غرار على أهمية وضع استراتيجية وطنية لدفع المؤسسة والمواطن نحو استعمال الخدمات التي توفرها مختلف مواقع الأنترنت.